



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 17/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**AUTO PRO**

10 IMPASSE DU CHATEAU  
BAT C  
33640 Beautiran

Références : 2026-97  
Code AIOT : 0100307801

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement AUTO PRO implanté 10 IMPASSE DU CHATEAU BAT C 33640 Beautiran. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection visait, à titre principal, à vérifier le statut administratif de l'établissement, dans le cadre d'une plainte pour pollution de la rivière voisine le Gat Mort, et à titre subsidiaire à collecter d'éventuelles indications sur la pollution signalée.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUTO PRO

- 10 IMPASSE DU CHATEAU BAT C 33640 Beautiran
- Code AIOT : 0100307801
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Auto Pro Beautiran est une entreprise artisanale spécialisée dans la carrosserie, qui n'est pas connue en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

### **Signalement d'une pollution**

Le 19 janvier 2026, l'inspection des installations classées a été prévenue par l'Office français de la biodiversité (OFB), elle même saisie par un riverain, d'une pollution du Gat Mort par des hydrocarbures, dans la commune de Beautiran. L'emplacement où la pollution a été signalée se trouvant à proximité d'une zone industrielle, l'inspection s'est rendue sur place le 20 janvier 2026 vers midi.

L'endroit, tel qu'indiqué sur le plan fourni par l'OFB, est au droit d'une petite entreprise de carrosserie/garage automobile : cette installation ne constitue pas une installation classée pour la protection de l'environnement, tel que détaillé dans le présent rapport.

L'inspecteur n'a pas constaté de trace de pollution dans le Gat Mort à cet endroit, à part une légère écume blanche, déjà observable en amont, à la sortie du bourg de Castres. Aucune irisation, dans la rivière ou sur la berge, ne témoigne d'un déversement récent d'hydrocarbures. Une ancienne lagune désaffectée qui se trouve à proximité immédiate du garage, dont l'inspecteur n'a pas pu établir précisément si elle communiquait avec le Gat Mort, contient des déchets domestiques flottants divers (bouteilles plastiques notamment), mais pas de trace d'irisation ni de déchet spécifique d'une activité industrielle. Si un déversement avait dû avoir lieu dans la rivière à partir de ce garage, il s'agirait d'un acte délibéré mais aux motivations douteuses, puisque l'accès à la rivière à cet endroit est malcommode et dangereux : les berges sont abruptes, glissantes à cause des intempéries récentes, et encombrées de ronces et d'orties.

Une autre installation industrielle voisine, qui assemble et stocke des panneaux de signalisation, a également été visitée : bien qu'adossée à la rivière, elle ne dispose d'aucun accès au cours d'eau, sauf à passer par les toits. Le plus proche accès pratique à la rivière est à l'arrière du jardin d'un particulier quelques dizaines de mètres en aval. En amont, la rivière passe sous un pont de chemin de fer, et serpente entre champs et jardins sur une centaine de mètres jusqu'au bourg de Castres. Malgré une visite des deux rives en amont et aval du point mentionné, l'inspection n'a permis aucun constat de pollution : ce constat n'infirme pas celui qui a été fait par le plaignant, mais ne permet d'établir aucune responsabilité.

La planche photographique jointe en annexe illustre ces constats.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                                | Autre information |
|----|--------------------------|--|-------------------|
| 1  | Situation administrative | Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9 | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a permis de constater que l'établissement ne constitue pas une installation classée pour la protection de l'environnement. Par ailleurs, aucun indice lié à une pollution aux hydrocarbures n'a été relevé dans ou à proximité du cours d'eau.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Situation administrative**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature des ICPE  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Depuis la publication du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007) créant le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, la nomenclature des installations classées est constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement.<br><br>Les rubriques les plus susceptibles d'être concernées dans le cas d'espèce sont : 2712 (véhicules hors d'usage) et 2930 (réparation de véhicules à moteur).  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'établissement est une entreprise artisanale spécialisée dans la carrosserie. Il dispose d'un atelier avec une cabine de peinture. Compte tenu de la superficie de l'atelier et de l'activité habituelle de l'entreprise, l'établissement se situe vraisemblablement sous les seuils de la rubrique 2930 (2000 m <sup>2</sup> de superficie d'atelier ou 10 kg/j de peinture).<br>La présence de pneumatiques usagés et de quelques véhicules hors d'usage a été constatée à l'arrière de l'atelier : cinq au maximum, selon la réparabilité de certains, sous le seuil de la rubrique 2712 (dix véhicules).<br><br>Il n'existe pas de doute sérieux au fait que l'établissement n'est pas une installation classée pour la protection de l'environnement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |